



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL

PERIODE DU RAPPORT : DU 01 NOVEMBRE 2020 AU 30 AVRIL 2022

Titre du Projet : Mchango wetu kwa Amani Numéro de référence du projet au MPTF :	Province : Sud Kivu Zone prioritaire ISSSS : Plaine de la Ruzizi, Moyens et Hauts Plateaux de Uvira et de Mwenga/secteur d'Itombwe, et Territoire Fizi Pilier(s) ISSSS : Dialogue démocratique, Femmes, Paix et Sécurité, et Réintégration, Retour et Relance Economique
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : N/A	Partenaires d'exécution : Interpeace en collaboration avec APC et SOFAD
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour le partenaire d'exécution : \$ 699,833.50 Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : \$ 55,986.68	Durée du Programme Durée totale : 18 mois Date de démarrage : 1 ^{er} novembre 2020 Date de fin : 30 avril 2022
Contact projet : Bienfait Mulumeoderwa Muhigirwa < muhigirwa@interpeace.org >	Rapport soumis par Bienfait Mulumeoderwa Muhigirwa

Abréviations

ANR	: Agence Nationale de Renseignement
APC	: Action pour la Paix et la Concorde
CCI	: Cadres de Concertations intercommunautaires
DDR-C	: Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
GA	: Groupes Armés
ISSSS RDC	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
ONG	: Organisation Non Gouvernemental
P-DDRCS Stabilisation	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNC	: Police Nationale Congolaise
PPP	: Partenariat Public Privé
RDC	: République Démocratique du Congo
SFCG	: Search For Common Ground
STAREC armés	: Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
SSU	: Stabilization Support Unit.
SUCKI :	Sucrerie de Kiliba/Kivu (Que les acteurs politiques voudraient convertir en Sucrerie du Kivu)
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO

Le projet Mchango Wetu Kwa Amani soutient un processus inclusif dans lequel les communautés et les autorités politiques s'accordent sur une approche de démobilisation, désarmement, et réintégration (DDR) communautaire des groupes armés pour réduire les risques sécuritaires pour les populations au Sud-Kivu.

Lancé officiellement en date du 20 Novembre 2020 à Uvira, aux termes de 18 mois de mise œuvre avec l'implication et participation de toutes les parties prenantes, en dépit des défis rencontrés, le projet a atteint les résultats escomptés dont les principaux résultats sont l'élaboration d'une stratégie provinciale d'une approche DDRCS efficace, la mise à jour de la cartographie des groupes armés actifs dans la zone, l'exécution d'un projet pilote dans la cité de Kiliba comme modèle de réinsertion économique et communautaire efficace, et enfin l'expérimentation de l'approche de la sociothérapie comme stratégie de briser le cycle de violence au profit de la cohésion sociale entre les différentes communautés.

A travers ses différentes activités réalisées au cours de ce premier semestre 2022, le projet a atteint 952 personnes directement, dont 684 hommes et 268 femmes représentant 37%. En considérant la taille moyenne de 6 personnes par ménage congolais, l'on estime que le projet Mchango Wetu Kwa Amani a atteint directement et indirectement plus ou moins 35832 personnes dans la zone du projet, soit plus du double de la cible attendue de 15000 personnes. Par rapport à la stratégie de l'engagement politique, des réunions de mise en route étaient tenues entre le Consortium, le Ministère du Plan, le SSU, le Chef de Bureau de la Monusco et le STAREC et en suite avec le P-DDRCS après la signature de l'ordonnance n° 21/038 portant création, organisation et fonctionnement du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) du 04 juillet 2021. Les interactions de ces réunions ont permis de fixer les grandes stratégies à utiliser, pour arriver à la fin du projet.

Ainsi, s'inscrivant dans la logique d'appuyer les institutions étatiques, les communautés, les démobilisés, les jeunes à risques, les organisations de la société civile, les organisations de femmes, les autorités locales et provinciales et nationales ont été mobilisés dans les actions soutenant le cadre légale, qui est l'ordonnance n° 21/038 portant création, organisation et fonctionnement du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et stabilisation du 04 juillet 2021 fixant la nouvelle philosophie et le cadre organisationnel des processus de relèvement communautaire et de stabilisation des zones en proie au groupes armés et aux conflits communautaires. Parmi ces actions figurent

- Les ateliers de restitution du draft auprès de ces mêmes acteurs et ce dans les sites d'Uvira, Kiliba, Minembwe et Bukavu ont servi pour la validation et actualisation du rapport de la cartographie des groupes armés dans la zone du projet.
- L'organisation d'atelier de réflexion sur le P-DDRCS sous le lead de la coordination nationale cette structure. Cet atelier a connu la participation de l'équipe de la coordination national du P-DDRCS, les organisations et institutions ayant mis en œuvre des projets DDR antérieurs, les autorités provinciales et locales, les acteurs de la société civile ;
- L'organisation de l'atelier de réflexion stratégique et de mise en œuvre du P-DDRCS dans la province du Sud-Kivu a servi de mise en place du cadre de concertation du P-DDRCS au Sud-Kivu ;

- L'organisation d'un atelier de renforcement des capacités des autorités locales, les démobilisés, les jeunes à risque, les femmes, les leaders des communautés et acteurs de la société civile de Kiliba sur le DDRCS;
- L'organisation des émissions radios sur le P-DDRCS à Bukavu, à Uvira et à Kiliba ;
- L'organisation des séances d'engagement politique au niveau provincial et national.

Par conséquent, le 30 avril 2021, un Comité local de suivi composé des autorités locales, les démobilisés et jeunes à risque, les acteurs de la société civile et leaders des communautés, avait été mis en place, dont les membres ont été outillés sur les techniques de sensibilisation, le genre, et le DDRCS. Avec l'appui de ce comité local de suivi les membres de la communauté de la cité de Kiliba ont été sensibilisés sur la sociothérapie à travers les assemblées générales organisées dans les sept quartiers et au cours desquelles toutes les parties prenantes avaient à la fois choisi les facilitateurs de la sociothérapie et les bénéficiaires des AGR. Ainsi, à l'issue d'une formation des facilitateurs de dix jours sur la sociothérapie, sept groupes de discussion fonctionnels composés au total de 84 bénéficiaires dont les démobilisés, les jeunes à risque et les femmes ont été mis en place dans 7 quartiers de Kiliba pour le premier cycle. Ainsi le deuxième cycle de la sociothérapie nous amène à un total de 168 participants dont les démobilisés, jeunes à risques et femmes participants aux séances organisées par les groupes de sociothérapie dans les 7 quartiers de Kiliba. Ces participants ont amélioré leur état de psychologique; ils restaurent progressivement leurs relations de confiance entre les membres des groupes de sociothérapie et de la communauté et participent activement dans les initiatives socioéconomiques notamment les activités génératrices de revenus.

Les concertations faites dans le cadre de l'étude de marché ont permis aux membres de la communauté et aux bénéficiaires du projet pilote de comprendre les opportunités économiques ainsi que leur engagement dans le développement des activités génératrices de revenus.

Interpeace et ses partenaires, convaincus de la valorisation de l'approche genre, avaient également organisé des activités qui impliquent les femmes dans la consolidation de la paix. Dans le cadre de ce projet, les interventions en lien avec les deux objectifs du projet mchango wetu kwa amani ont pris en compte les besoins spécifiques des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes pour mieux comprendre le contexte, les conflits et les besoins liés au DDR. Les femmes et les hommes se sont engagés dans des discussions qui visent la paix et la cohésion sociale. Le projet a identifié des femmes leaders et influentes au niveau de chaque communauté qui ont suivi des séances de formation pour leur renforcement des capacités, en vue de contribuer aux actions de paix et de développement en général et des connaissances dans le DDR en particulier.

Pendant la période de mise en œuvre de ce projet, quelques changements ont été notés :

- Les membres des communautés, les bénéficiaires directs (démobilisés et jeunes à risque) les autorités locales et les membres du comité local de suivi mettent en application les connaissances acquises en techniques de sensibilisation communautaire, le DDRCS, le genre ainsi que la prévention et transformation des conflits à travers les actions organisées par eux-mêmes, notamment les assemblées générales des villages pour sensibilisation et élection des participants aux actions de sociothérapies et les AGR, les rencontres de rapprochement ou renforcement de la cohésion sociale entre les démobilisés, les autorités locales et les membres des communautés. De leur part, les facilitateurs formés, organisent

les séances de psychothérapie impliquant les démobilisés, les jeunes à risques et les autres membres de la communauté pour leur détraumatisations, la resocialisation des démobilisés, la prévention et transformation des conflits entre les membres des groupes pour la cohésion sociale. Et de leur côté les démobilisés, les jeunes à risque et les autres membres de la communauté qui participent aux séances de psychothérapie ont amélioré leur confiance en soi ainsi que la confiance entre les membres des groupes. Ce qui réduit les perceptions négatives des membres de la communauté et des autorités envers les démobilisés contribuant au processus de réintégration socioéconomique des démobilisés et les jeunes à risque.

- Les trois AGR collectives (Savonnerie, production et transformation de riz, et une cantine ou dépôt des ventes de produits agricoles et divers) organisées en coopérative communautaire Tujenge Amani sont opérationnelles et contribuent au processus de réinsertion socioéconomiques des 40 bénéficiaires dont 20 démobilisés et 20 jeunes à risques. Ces 40 bénéficiaires ont bénéficié chacun d'un montant d'ordre de 100\$ pour développer son ARG individuelle connectée aux AGR collectives, soit comme fournisseur soit comme revendeur des produits issus de ces trois AGR, afin de subvenir aux besoins socioéconomiques de leurs ménages. L'étude de faisabilité de ces AGR a permis de mieux comprendre la faisabilité, la rentabilité de ces AGR et le développement des stratégies de mise en œuvre pour assurer la croissance économiques de ces AGR.

Toutes les trois filières sont bel et bien fonctionnelles. Après la formation en saponification au mois d'avril, la première production de 84.000 savons est sortie vers la fin de ce mois même. Alors que du côté de la riziculture on est en train de préparer le sol pour l'ensemencement, la décortiqueuse est déjà installée, offrant ses services aux tiers en termes de clients qui paient pour les services. Ces articles produits par la coopérative tujenge Amani sont vendu dans la cantine en complétant les articles achetés ailleurs. 27 de ces 40 bénéficiaires sont recrutés comme des travailleurs dans ces trois AGR et leurs salaires mensuels permettent de subvenir aux besoins essentiels de leurs ménages.

Partie 2. Mise en œuvre

2.1. Aperçu

2.1.1. Aperçu financier
Budget total: \$ 699 823 USD
Fonds reçus au cours de la période de rapportage : à définir
Fonds cumulées reçus : à définir
Fonds consommés pendant la période de rapportage : \$ 694 424
Fonds consommés cumulés : à définir En bonne voie : Oui. En dépit de quelques perturbations, le projet a suivi sa course normale pour atteindre les résultats attendus.

2.1.2. Aperçu des progrès vers les résultats attendus
Objectif Spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés dans les zones prioritaires.
RAS
Résultat spécifique 1.1: Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés au niveau national et provincial
A l'issu d'un atelier de reflexion sur le P-DDRCS tenu à Bukavu avril 2022 par le Consortium Mchango wetu kwa amani en collaboration avec la Coordination nationale du P-DDRCS a contribué à la mise en place du Cadre de Concertation pour la Paix et d'Appui au Programme (CCPAP) dans la Province du sud-Kivu. Ce cadre de concertation présidé par le Gouverneur de Province est un organe inclusif qui définit les rôles de différents acteurs dans la mise en œuvre du P-DDRCS dans la Province. Celle-ci est une étape importante dans le processus de l'élaboration du Plan Opérationnel Provincial (POP) et la mise en œuvre du programme P-DDRCS dans la province du Sud-Kivu. Lors de cet atelier, les autorités nationales, provinciales et locales, les leaders des communautés, les organisations de la société civile, se sont engagés dans le processus d'opérationnalisation de ce programme dans la province du Sud-Kivu à travers le communiqué final des participants. Cette période a été également marqué par l'atelier organisé à Uvira par la coordination nationale P-DDRCS et les autorités provinciales du Sud-Kivu auquel avaient été invitées autorités des provinces du Burundi voisines à la RDC. Cet atelier avait notamment pour objectif de discuter avec les autorités burundaises de la question des affrontements des groupes burundais sur le sol congolais. La coordination nationale P-DDRCS avait également organisé à Uvira des séances de consultation avec différents groupes armés de hauts et moyens plateaux.
Produit 1.1.1 : Une cartographie des processus antérieurs et des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu (avec un accent sur les hauts et les moyens plateaux d'Uvira-Fizi-Itombwe), comprenant une analyse des leçons apprises, des bonnes pratiques, et des lacunes à combler (y compris avec un accent sur la dimension genre), est produite
Les résultats de différentes restitutions faites à Bukavu et Uvira sur la cartographie des groupes armés a contribué substantiellement à sa mise à jour. Cette analyse a donc favorisé la mise à jour de la cartographie des processus antérieurs du DDR et des acteurs de consolidation de la paix et DDRCS, un long processus qui a débuté au premier trimestre 2021 par une série des réunions préparatoires présentiels et virtuelles entre APC, INTERPEACE, MONUSCO SSU, les Ministres du plan et de l'intérieur, en vue de la préparation de l'atelier d'évaluation des processus DDR antérieurs. La répartition des rôles a été davantage clarifiée avec la mise en place du cadre de concertation à l'issu de l'atelier organisé à Bukavu au mois d'avril 2022 en collaboration avec la coordination nationale PDDRCS. Cependant, au regard des enjeux politiques qui avaient prévalus,

en occurrence l'attente de la sortie et publication au journal officiel de l'ordonnance loi portant création du P-DDRCS.

Produit 1.1.2 : Une compréhension commune sur la division des rôles et responsabilités liés au DDR-C est atteinte entre les autorités au niveau national et provincial

Des rencontres organisées avec l'équipe de la Coordination du P-DDRCS au niveau national ont renforcé l'engagement politique de cette institution qui a joué un rôle important dans l'organisation de l'atelier de réflexion sur le DDRCS en décembre 2021 à Bukavu. A l'issue de cet atelier les acteurs étatiques, ceux de la société civile, leaders des communautés et différents intervenants dans le domaine de la consolidation de la paix ont pu partager les expériences et leçons apprises et formulé des orientations stratégiques pour maximiser la chance de réussite du programme DDR-CS, mais aussi amélioré leurs connaissances quant au contenu et aux mécanismes de gestion du programme. Une cartographie des acteurs de consolidation de la paix et de DDR-C au Sud-Kivu mise à jour.



Au cours de l'atelier de réflexion stratégique et de mise en œuvre du programme P-DDRCS dans la province du Sud-Kivu organisé à Bukavu en avril 2022 par coordination nationale du P-DDRCS en collaboration et avec l'appui technique et financier du projet Muchango wetu kwa amani, le Cadre de Concertation pour la Paix et d'Appui au Programme (CCPAP) a été mis en place.

au cours de la période de rapportage, et dans le cadre de l'engagement communautaire, l'Administratrice de territoire d'Uvira qui négocier un espace cultivable auprès de la Sucrerie du Kivu pour le compte du projet pilote. Un accord de principe pour l'octroi de champs aux bénéficiaires du projet pilote dans le cadre du partenariat public privé lui avait été accordé.

Résultat spécifique 1.2 : Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et appropriée par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif

A l'issue des entrevues conduites auprès du cadre national de concertation par les membres du consortium Mchango wetu kwa amani à Kinshasa, et de son invitation au forum provincial de Bukavu que le président du Cadre National de Concertation de la Société Civile avait pris l'initiative de mobiliser des fonds pour utiliser les résultats de Bukavu pour l'organisation d'un forum de l'ensemble des BCSC de la zone pilote du DDRCS. Dès lors, il a engagé des pourparlers avec la Coordination nationale, avec des partenaires intéressés à l'émergence de la SC congolaise et, des contacts ponctuels avec les membres du consortium jusqu'à la tenue dudit 1^{er} forum national de la SC de la RDC à Goma. Les responsables des organisations du consortium ont accompagné en arrière-plan, le comité pédagogique chargé de la préparation et la conduite des

travaux de ces assises. Une présentation sommaire du consortium avait été faite par un des membres délégués à ce forum national.

Produit 1.2.1: Une stratégie de DDR communautaire est produite par les communautés impliquées dans le conflit dans les hauts et moyens plateaux d’Uvira-Fizi-Itombwe



Cinq ateliers de restitution organisés à Uvira et Bukavu à l’intention des membres de la communauté et organisations de la société civile ainsi que des services techniques de l’Etat, en mars et avril 2022 ont permis de finaliser la stratégie provinciale du DDRCS.

Les parties prenantes aux consultations et aux ateliers de réflexion stratégique et aux ateliers de restitution du document de la stratégie provinciale ont ainsi amélioré et

harmonisé leur compréhension du P-DDRCS en le définissant comme étant une nouvelle approche de l’Etat congolais accompagné par ses partenaires associant les communautés au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion socio-économique des combattants, et contribuant à la paix et au développement des communautés en conflits.

Produit 1.2.2 : Une reconnaissance de la stratégie de DDR-C est exprimée par les ministères et les institutions gouvernementales aux niveaux provincial et national

Le document de la stratégie P-DDRCS de la province du Sud-Kivu a été présenté et amendé dans l’atelier de réflexion organisé du 13 au 15 décembre 2021 à Bukavu, réunissant plus de nonante personnes dont les membres de l’équipe de la Coordination Nationale du P-DDRCS, les autorités provinciales, les autorités locales, la MONUSCO, les organisations de la société civile, les leaders des communautés.



Après adoption de la stratégie provinciale Sud-Kivu par l’équipe de la coordination nationale P-DDRCS qui dès lors la désignant juste comme contribution à la stratégie nationale du P-DDRCS, tout en reconnaissant sa prise en compte dans tout le processus au niveau de la province du Sud-Kivu, ce document de la stratégie P-DDRCS de la province du Sud-Kivu a été aussi présenté et commenté au cours du forum de la société civile nationale qui a eu lieu à Goma du 12 au 14 janvier 2022 avec la

participation des différentes composantes de la société civile des provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri, Tanganyika et Kinshasa. Plus de 100 délégués de la société civile ont été

informés de ce document et ont pris l'engagement de s'en référer pour la production des documents similaires dans les provinces concernées par le P-DDRCS. A ce titre, ce document a été capitalisé par les acteurs des autres provinces concernées par le P-DDRCS pour poursuivre ce modèle de réflexion et production du savoir commun dans le processus de concevoir et mettre en œuvre des programmes P-DDRCS qui tiennent compte des réalités de chaque province en se référant et s'inscrivant dans la stratégie nationale du P-DDRCS.

Il s'en est suivi en mars 2022, cinq ateliers de restitution de ladite stratégie auprès des membres de la communauté, organisation de la société civile et services techniques de l'Etat, dont 2 à Uvira, 1 à Kiliba et 2 autres à Bukavu.

Résultat spécifique 1.3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psychosociale et économique et renforce la cohésion sociale

Au cours de ce semestre, tous les efforts ont été plus focalisés sur la mise en œuvre effective des activités génératrices des revenus, à travers les deux approches communautaire et individuelle. Les membres des communautés, les bénéficiaires directs (démobilisés et jeunes à risques), les autorités locales et les membres du comité local de suivi ont été sensibilisés et se sont engagés dans la mise en œuvre des activités de sociothérapie, des AGR et de prévention et transformation des conflits dans le cadre du projet-pilote.

Bien qu'anticipativement l'Administratrice de territoire d'Uvira pour sa part, avait déjà plaidé et obtenu auprès de la Sucrerie la mise à la disposition des jeunes des champs d'exploitations dans le cadre de ce partenariat public privé, les difficultés financières que traversait la SUCKI en cette période d'étude de faisabilité n'ayant plus permis de conclure un partenariat public privé, et a poussé le consortium MWKA à réfléchir sur d'autres opportunités en guise de palliatif. C'est dans ce cadre qu'une étude de marché a été conduite dans la cité de Kiliba au mois d'octobre 2021 pour identifier des filières porteuses dans le milieu en tenant compte des choix des bénéficiaires avec une pensée tournée vers les AGR coopératives, ce qui a donné naissance à la Coopérative Tujenge Amani, mise en place depuis le 1^{er} avril 2022.

Produit 1.3.1. : Des groupes de sociothérapie sont établis, fonctionnels et ancrés au sein de la communauté

Après organisation des assemblées générales pour identification des facilitateurs et choix des bénéficiaires du projet pilote, les groupes de sociothérapie lancés depuis novembre 2022 sont restés opérationnels. Sept assemblées générales réunissant au total 290 participants dont 156 hommes et 134 femmes (représentant 46%), ont été organisées dans 7 quartiers de Kiliba, à l'issue desquelles 16 facilitateurs dont 50% femmes et 50% ont été sélectionnés pour mettre en place et animer des groupes socio-thérapeutiques dans les quartiers ciblés par le projet pilote et de 40 bénéficiaires du projet pilote dont 12 femmes représentant 30%. Ces assemblées générales ont également été une occasion pour les membres des communautés, les bénéficiaires directs (démobilisés et jeunes à risques), les autorités locales et les membres du comité local de suivi

d'améliorer leurs connaissances sur les techniques de sensibilisation communautaire, le DDRCS, le genre, ainsi que la prévention et transformation des conflits.

Une formation de ces 18 facilitateurs et staffs APC qui intervient en octobre 2021, a permis de mettre en place sept groupes de sociothérapie dans sept quartiers de la cité de Kiliba à savoir : Rukangaga, Kavunge, Karava, Rutaho, Rusabagi et Hongero qui ont encadré 168 participants constitués des démobilisés, des jeunes à risques et d'autres membres de la communauté dont 83 hommes et 85 femmes représentant 50,6%.

Sur un espace de six mois de mise en œuvre de la sociothérapie, on note une amélioration de comportement et attitudes des participants aux séances de la sociothérapie qui ont été organisées dans les sept quartiers de la cité de Kiliba. Du point de vue santé mentale, on note une réduction des stigmates de 26% à 6%



soit une amélioration de 20%. Au lancement du projet pilote, 37% des participants se sentaient indignes, mais à la fin de la sociothérapie tous les participants se sentent dignes, soit une amélioration de l'estime de soi de 37%. On note également que 20% de participants se sentaient désespéré, mais trois mois plus tard seulement 6% qui se sentent désespérés. Au mois de décembre 2021, nous avons enregistré 48% de participants étaient intéressés à faire des choses contre 53% au mois de juin 2022. Au début du projet 35% de bénéficiaires gardaient encore l'espoir contre 59% trois mois après. 6 personnes représentant 13% des bénéficiaires avaient souvent envie de se tuer, mais après la sociothérapie seulement 1 personne soit 3% de participant reste hantée par ce sentiment de suicide. Au démarrage de la sociothérapie 9 personnes représentant 20% des participants se sentaient en insécurité comme s'il y aurait quelqu'un qui venait le tuer, mais après la sociothérapie en juin 2022 seulement 4 bénéficiaires représentant 12% déclarent se sentir en insécurité. Au mois décembre 2021 36% de participants se sentaient indignes mais à la fin de la sociothérapie tous ont renforcé leur auto-estime et se sentent digne. On peut voir ce changement à travers le témoignage de monsieur, un démobilisé *MUDERHWA MAKIRO Innocent* qui se dit devenu aujourd'hui un homme sage digne de conseil.

S'agissant du pardon, 72% de participants déclarent être disposés à pardonner quelqu'un qui a fait du mal à leur communauté, et 69% déclarent pardonner à quelqu'un qui a fait du mal à leurs familles.

Bref, l'approche de la sociothérapie s'est donc avéré un moyen efficace pour réduire les stigmates chez les victimes des conflits et qui renforce la cohésion sociale.

A l'issu de la sociothérapie, les participants eux-mêmes témoignent avoir restauré leur état psychologique normal, la confiance en soi et la confiance entre les membres des groupes tout qu'avec les membres de la communauté, le pardon et la réduction de stigmatisation à l'égard des démobilisés. Ces changements se traduisent par autant des témoignages ci-dessous :

Témoignage d'Yvonne **BUSIME MAPENDO**, Démobilisée des FARDC devant les autres membres lors d'une **séance consacrée sur la gestion des émotions**.

« je vais vous dire que telle que vous me voyez ici devant vous, que le mari avec qui je vis n'est pas mon premier époux. Je me suis mariée à un militaire que j'aimais beaucoup et avec qui j'ai 3 enfants. Au fil des années avec lui, on m'apprend que mon mari était en amour une autre femme, situation que je ne m'imaginais pas. Avec ma mentalité et orgueil d'une femme de militaire, sachant manier l'arme, je planifier de tirer sur ma rivale.

Un jour je sors de la maison pour des besoins de famille, et à mon retour on m'apprend que mon mari avait une autre femme quelque part. Aussitôt informée, je n'ai pas eu le temps de raisonner deux fois, j'étais passé par chez nous, j'ai récupéré l'arme de mon mari dans la maison et suis directement allé les rencontrer, avec toute ma colère, je les ai tous deux tirés dessus et ils sont morts sur place.

C'est par là que je serai incarcérée puis intégrer l'armée

C'est maintenant que je comprends que j'avais sous émotion et que si j'étais déjà informé et ou formé sur la gestion des émotions, je ne tuerais pas mon mari. Hélas, je suis venu regretter après action.

Je souligne que si nous ne parvenons à pouvoir prendre contrôle de nos émotions, nous allons nous entretués pour rien. »

Un démobilisé Mr. MUDERHWA MAKIRO innocent déclare ce qui suit :



« La sociothérapie a fait de moi un homme de valeur à Kiliba. Personne ne peut s'approcher de moi ni poser ses pieds dans ma parcelle. J'étais un grand querelleux de Kiliba quand suis sorti des groupes armés, j'étais à base de la terreur de la population dans la cité de Kiliba. Mais grâce à la sociothérapie, j'ai subi une transformation sociale. Actuellement je vis harmonieusement avec mes voisins et autres membres des communautés. D'autres personnes témoignent de ma transformation et ceux qui

ont des problèmes viennent me solliciter pour des conseils ou se ressourcer auprès de moi. Je suis devenu un grand sage et conseiller du village. Et pour, m'encourager, le chef de Quartier Rukangaga, m'a nommé cadre de base (Nyumba Kumi) ».

Témoignage de Madame Fortune Bitisho, déclare :

« Je suis mariée et mère de 6 enfants. J'ai déjà 34 ans de naissance. Suis d'une famille polygame. Mon père avait 5 femmes. Ma mère est la première dame de mon feu père KIKEJE et elle a eu avec lui 8 enfants. Mon feu père était un grand cultivateur du riz. En un certain moment il a eu de mésententes avec mon oncle à cause de la limite d'un champ et dans leurs échanges l'oncle avait promis apocalypse à mon père en lui disant : « l'on verra si vous allez encore retourner dans ce champ ». Depuis ce temps mon père est tombé malade et a souffert pendant plus de quatre ans jusqu'à sa mort. Depuis ces événements tout en étant chrétienne, j'ai juré dans mon cœur qu'en aucun jour je pourrais prendre langue avec mon oncle en tant que responsable de la mort de mon père.

J'ai eu le temps d'en discuter avec tous mes frères et sœurs qui se sont ralliés à ma position. Et beaucoup de gens dans notre village connaissent bien cette situation et que notre famille et celle de notre oncle ici présent, nous ne convergeons plus.

*Avec l'avènement de ce projet **Muchango wetu kwa Amani** que l'ONG APC est en train d'exécuter dans notre cité de Kiliba et après avoir suivi la formation des facilitateurs des groupes de sociothérapie mais aussi les différents échanges dans ce dialogue sur le Vivre-ensemble et la cohésion sociale me vont tout droit au cœur et je décide dès maintenant devant témoins que j'accorde pardon à mon oncle et que lui aussi me pardonne car je me rends compte que je m'insécurise toute seule à cause de ma propre position qui ne nous avance à rien».*

Témoignage de Cécile NANVURA.



Moi cette formation m'a beaucoup aidé car j'étais méchante et insupportable avec mes voisines. Je me disputais avec les voisines à tout moment. Cette formation m'a beaucoup transformé au point de comprendre que même celle que je prenais pour ennemie peut devenir amie.

Pour finir, les autorités locales, respectivement le Chef de l'ANR Kiliba, le commandant PNC Kiliba et la Cheffe de Cité ont témoigné du changement constaté dans les ex-combattants comme résultat de la sociothérapie. Tous ont montré leur satisfaction à la réduction de l'insécurité dans la cité et collaboration entre les ex-démobilisés et membres de la communauté



Produit 1.3.2 : Renforcement des compétences de 20 ex-combattants et 20 jeunes nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'un processus de guérison des traumatismes et de réintégration

La sociothérapie s'est avérée comme un moyen efficace pour soigner les traumatismes liés aux affres des conflits, spécialement dans la cité de Kiliba. Avec les séances d'échanges, les participants se déchargent et se sentent soutenus ou consolés en partageant leurs expériences. Ainsi au fur et à mesure que la sociothérapie se poursuit, on note déjà de bons résultats. L'analyse des données collectées auprès des bénéficiaires en décembre 2021 et juin 2022 dans un espace de six mois, les résultats sont satisfaisants à présent :

En ce qui concerne la santé mentale,

- Sur les 7 participants qui avaient perdu d'intérêt à tout, il n'est resté seulement 2 personnes essentiellement des jeunes à risque.
- Les désespérés sont passés de 9 à 2 bénéficiaires, essentiellement des jeunes à risque,
- Ceux-là qui se sentaient tentés de se donner la mort sont passés de 6 en décembre 2021 à une personne au mois de juin 2022, toujours jeune à risque.
- Ceux qui se sentaient en insécurité sont passés de 9 à 4 bénéficiaires dont 3 combattants et un jeune à risque.
- Au départ 8 bénéficiaires essentiellement des ex-combattants étaient hantés par des mauvaises images, mais après la sociothérapie on enregistre seulement 2 participants dont un ex-combattant et un jeune à risque.

S'agissant de la participation aux débats, on note que 65,6% de participants sont disposés à participer aux débats ou aux activités associatives visant à résoudre un conflit, et 78% de bénéficiaires sont disposés à participer aux activités associatives et même à s'impliquer dans l'organisation.

Produit 3.3. : Une initiative socio-économique développée, mise en œuvre et gérée conjointement par les membres du projet pilote promeut la « réconciliation en action »

A l'issue de sept assemblées générales, 40 bénéficiaires du projet pilote ont été identifiés et répartis comme suit :

	Démobilisés		Jeunes à risque	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Nombre	19	1	10	10
%	47,5%	2,5%	25%	25%

L'idée de départ était focalisée sur un partenariat public privé avec la sucrerie de Kiliba. Mais les difficultés financières que traversait la Sucrerie

du Kivu au moment de la mise en œuvre du projet pilote constituaient un obstacle pour sceller un partenariat public privé, et a poussé le consortium MWKA à réfléchir sur une autre alternative.



C'est dans ce cadre qu'une étude de marché a été conduite dans la cité de Kiliba au mois décembre 2021 pour identifier des filières porteuses dans la cité de Kiliba. Un questionnaire préliminaire fut administré à un total de 113 personnes dont 17 Fabricants et vendeurs de savons, 28 personnes pour cantines alimentaires et produits rattachés, 23 opérateurs dans le

commerce général, 10 éleveurs, 5 pharmacies (humaines et vétérinaires) et 30 exploitants agricoles (agriculture et équipement agricoles). En marge de cette étude, les entretiens organisés avec certains gestionnaires de la SUKI ont démontré un intérêt particulier à collaborer avec les bénéficiaires de ce projet, notamment la possibilité de céder à titre locatif certains espaces

fonciers pour l'agriculture de maïs et de riz, mais les bénéficiaires avaient estimé que les champs de la SUKI ne sont plus appropriés pour la culture de riz.

Aux termes de cette étude de marché, le Consortium Mchango wetu kwa amani représenté par le partenaire APC et les bénéficiaires du projet pilote de Kiliba se sont convenu sur trois filières d'AGR, pour un financement global d'ordre de quarante-huit mille trois cents virgule nonante quatre dollars américains (USD 48 300,94), répartis comme suit :

Savonnerie	Cantine	Riziculture et décortiqueuse
Coût global : 13 387,44 USD dont 3 730 USD Pour l'achat de matériels ou équipement de la savonnerie y compris le frais de formation et 9 657,44 USD pour le loyer, prise en charge des agents et autres charges de fonctionnement.	Coût global : 12 931 USD dont 10680 USD prévue pour achat des marchandises à vendre dans la cantine et 2 251 USD pour le loyer et autres charges tel que le mobilier et petit équipement.	Coût global : 17 982,50 UDS dont 3702 USD pour l'achat d'une décortiqueuse avec ses accessoires et 14 280,50 USD comme liquide à remettre dans le compte de la coopérative TUJENGE AMANI pour la prise en charge des coûts de production et de gestion tels que la location des champs, les salaires des travailleurs, achat des semences, etc.

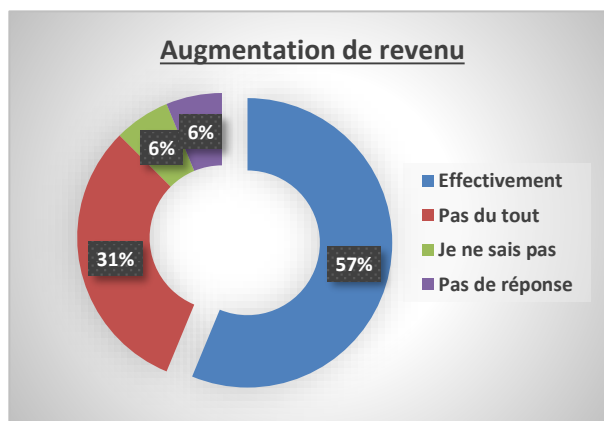
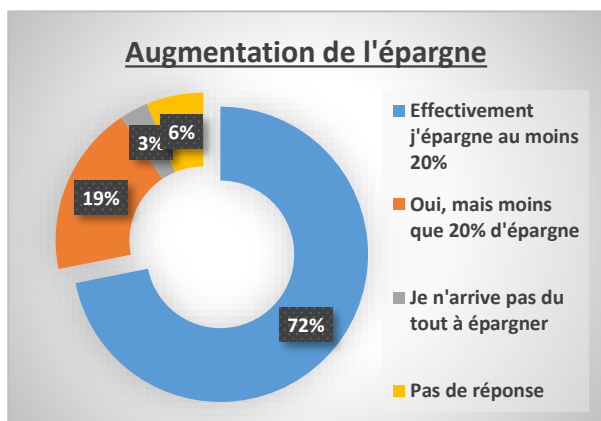
Une enveloppe globale de 4000 USD a été répartie aux 40 bénéficiaires à raison de 100 USD par personne pour exercer des AGR individuelles en leur donnant notamment la possibilité de traiter directement avec la Coopérative Tujenge Amani. Un comité gestion composé d'un gérant, un comptable et une trésorière.



Remises officiellement le 1^{er} avril 2022 aux bénéficiaires toutes ces AGR sont dès lors opérationnelles et prospères.

Lors de l'enquête finale, il a été constaté que le revenu moyen des bénéficiaires est passé de 44702 FC à 114808 FC, soit une augmentation de revenu d'ordre de 257%, qui revient à dire que le revenu a plus que doublé.

72% des participants ont déclaré avoir augmenté leur épargne à plus de 20%, tandis que 56% ont déclaré qu'avec l'octroi des AGR leur revenu a augmenté d'au moins 50%.



a. Savonnerie



Le vendredi 27 mai 2022 marque le démarrage de la saponification dont la première production sortie le lundi 30 mai 2022, trois bacs pour a mois 1500 savons. Un sachet de 24 savons est vendu en gros à 10000 FC, soit 5 USD. Ainsi cette production de 1500 savons est estimée à plus ou moins 960 USD.

b. Riziculture et décortiqueuse



Après préparation du sol, le repiquage pour la riziculture a démarré effectivement le lundi 04 juillet sur un espace de 4 hectares et demi. Mais depuis le mois d'avril la décortiqueuse avait été installé et génère des recettes pour la coopérative Tujenge Amani.

c. Cantine et AGR individuelles



La cantine est opérationnelle depuis le 1er avril 2022, date de remise officielle des AGR. 27 de ces 40 bénéficiaires sont recrutés comme travailleurs dans ces trois AGR et leurs salaires mensuels permettent de subvenir aux besoins essentiels de leurs ménages ou renforcer leurs AGR.

Objectif Spécifique 2 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.

Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire

RAS

Produit 4.1 : Les connaissances et les compétences en matière de médiation et de négociation des femmes des communautés impliquées dans le conflit des hauts et moyens plateaux sont renforcées

Pour capitaliser le renforcement de capacité offert aux femmes par le partenaire SOFAD, 40 femmes parmi les 60 formées, (soit 67% de femmes formées par le programme qui sont engagées dans la consolidation de la paix et de DDR communautaires), avaient organisé des tables rondes à l'issue desquelles elles ont élaboré un plan d'action qu'elles ont présenté dans 4 séances de sensibilisation qu'elles ont conduites dans les chefferies de Bafuliru, Bavira, Plaine de Ruzizi et à Baraka. Cet engagement visible des femmes avait permis d'accroître le niveau de perception de membres des communautés qui affirment que les femmes ont un rôle à jouer dans la consolidation de la paix et dans le processus de DDR-C, de 85% à l'étude de base de mars 2021 à 91% à la fin du projet.
Produit 4.2. Les femmes formées mènent des activités de sensibilisation pour soutenir les efforts de DDR-C
RAS

1.1 Progress de la mise en œuvre

Exécution du Plan de travail et du budget
Objectif Spécifique 1 : Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents liés à la dynamique des groupes armés dans les zones prioritaires.
Résultat spécifique 1.1: Coopération renforcée et clarté des mandats concernant le DDR communautaire entre les ministères et institutions concernés aux niveaux national et provincial
Les réunions de coordination avec les acteurs de la consolidation de la paix, spécifiquement les trois consortiums bénéficiaires des fonds de cohérence pour la stabilisation dans le Sud-Kivu sous la houlette de SSU. Au cours de cette période on note également la forte mobilisation de ces acteurs de consolidation de la paix, ainsi que les autorités tant nationales, provinciales que locales dans la participation à différents ateliers organisés à Bukavu et Uvira dans le cadre de la consolidation de la paix. Il s'agit notamment de l'atelier du mois d'avril 2022 à Bukavu qui avait abouti à la mise en place d'un cadre de concertation provincial, ainsi que l'atelier d'Uvira du même mois ayant réuni autour de tables la coordination nationale P-DDRCS et les autorités provinciales du Sud-Kivu en face de leurs homologues du Burundi voisin, en vue discuter autour de la question des affrontements des troupes burundais sur le sol congolais. Au niveau interne du consortium, plusieurs réunions de revue financière et planification ont été organisés, mais aussi avec le bailleur pour examiner notamment les possibilités de clôture du projet dans le délai ou de la nécessité d'une extension sans coût. La plus grande attention était orientée vers la poursuite et suivi des activités du projet pilote alors que la période de mise en œuvre de Mchango wetu kwa amani touchait à son terme.

Résultat spécifique 1.2 : Une stratégie de DDR centrée sur les communautés est conçue, validée et appropriée par les communautés et institutions politiques à travers un processus inclusif et participatif

L'organisation de l'atelier de réflexion sur le P-DDRCS tenu à Bukavu en décembre 2021 a servi d'un cadre important pour commencer le processus de validation du document de stratégie provinciale, d'harmonisation entre les différents acteurs intervenant dans ce secteur ainsi que la collecte des orientations stratégiques des différentes parties prenantes au P-DDRCS.

L'atelier de réflexion stratégique organisé en avril 2022 a conduit à la mise en place du Cadre de Concertation pour la Paix et d'Appui au Programme (CCPAP) et les grandes lignes du processus d'élaboration du Plan Opérationnel Provincial du P-DDRCS ont été définies par toutes les parties prenantes. Ainsi, ce projet a contribué à l'adhésion et soutien des autorités, des leaders des communautés, des organisations de la société civile, les partenaires ainsi que les associations des femmes et des jeunes à un nouveau cadre légal et institutionnel s'inscrivant dans la perspective de participation et responsabilisation des membres des communautés pour la stabilisation de la RDC. Un résultat non planifié mais produit par les effets du forum de Bukavu, c'est la tenue du 1^{er} Forum National de la Société Civile Congolaise à Goma comme un fait d'appropriation et de l'engagement pour la Société Civile congolaise de travailler pour la réussite de ce programme DDRCS considéré comme un résultat d'une des actions de l'engagement politique des acteurs intervenants dans la stabilisation en RDC.

Résultat spécifique 1.3 : Un projet pilote, ancré au sein de la communauté et entrepris conjointement par 20 anciens combattants et 20 jeunes, soutient la réintégration psycho-sociale et économique et renforce la cohésion sociale

Huit assemblées générales de sensibilisation, sélection des 40 bénéficiaires des AGR et des 14 facilitateurs de sociothérapie avaient été organisés à travers les huit quartiers de Kiliba du mercredi, 14 au 30 juillet 2021.

Un atelier de formation de 14 facilitateurs et deux staffs APC pendant dix jours sur les techniques de facilitation des groupes de sociothérapie a été organisé durant 10 jours au mois d'octobre 2021. Cette formation des facilitateurs et staffs APC qui intervient en octobre 2021, a permis d'encadrer 168 participants constitués des démobilisés, des jeunes à risques et d'autres membres de la communauté dont 83 hommes et 85 femmes de novembre 2021 à mai 2022 dans sept quartiers de la cité de Kiliba à savoir : Rukangaga, Kavunge, Karava, Rutaho, Rusabagi et Hongero.

Organisation d'un atelier de formation des autorités locales, les bénéficiaires des AGR (démobilisés et jeunes à risques), membres du comité local de suivi, acteurs de la société civile et leaders des communautés sur le DDRCS, les techniques de sensibilisation, le genre, la prévention et transformation des conflits ;

Une étude de marché conduite dans la cité de Kiliba en décembre 2021 a conduit après restitution et discussion des résultats préliminaires au choix de 3 AGR porteuses dans la Cité de Kiliba sur lesquelles repose le projet pilote.

Le projet a organisé des émissions radios sur l'approche de sociothérapie, la prévention et transformation des conflits pour la cohésion sociale dans la cité de Kiliba ; Deux rencontres avec les gestionnaires de la Sucrerie du Kivu avaient été organisé dans le cadre du partenariat public-privé pour appuyer développement des activités de réinsertion socioéconomique des bénéficiaires du projet pilote.
Objectif Spécifique 2 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social.
Résultat spécifique 4 : Les femmes sont conscientes de leur rôle dans la gestion des conflits au sein de leurs communautés, elles sont équipées et soutenues par la communauté pour jouer un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de DDR communautaire
La participation des femmes au projet pilote de Kiliba à travers la sociothérapie et les AGR s'avère un outil efficace de sensibilisation et d'éveil de conscience des membres de la communauté, qui au départ discriminent la femme. A travers la sociothérapie, certaines femmes participantes ont témoigné leur changement et se sont engagées à transformer les autres. Ce qui renforce d'une part le rôle à jouer par la femme dans la consolidation de la paix. Ainsi cet engagement visible des femmes dans les activités de consolidation de la paix ont permis d'accroître le niveau de perception de membres des communautés qui affirment que les femmes ont un rôle à jouer dans la consolidation de la paix et dans le processus de DDR-C, de 85% à l'étude de base de mars 2021 à 91% à la fin du projet.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie La mise en place des activités génératrices de revenu figure dans le plan global d'activités de Mchango wetu kwa amani comme butoir. En effet, le 1^{er} avril 2022 est considéré comme date de clôture des activités du projet, car elle correspond à la remise officielle des AGR, et met un terme aux principaux résultats issus de ces activités sont (1) la stratégie provinciale DDRCS, un ce document qui avait été conçu pour éclairer le processus de l'élaboration du plan opérationnel provincial du DDRCS, (2) la cartographie des groupes armés qui va au-delà d'un tableau indicatif des groupes armés par rapport à leurs localisations mais plus un document d'analyse des dynamiques entre les groupes armés mais aussi des motivations de ces groupes armés et leurs relations de coalition existantes, mais un peu plus les positions et les intérêts de ces groupes armés notamment par rapport au programme DDRCS. (3) le troisième livrable du projet Mchango wetu kwa amani c'est l'expérience du projet pilote exécuté dans la cité de Kiliba qui est un projet expérimental visant la réinsertion communautaire de 20 ex-combattants et 20 jeunes à risque accompagnés dans un processus participatif qui vise à la fois la détraumatisation à travers la sociothérapie. Au-delà de ces trois livrables, les résultats du projet Mchango wetu kwa amani ont été matérialisés par des témoignages de changement dans les comportements des bénéficiaires, notamment ceux du projet pilote de Kiliba.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

La consommation du budget est

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Au cours du premier semestre 2022, le projet a touché 952 personnes dont 684 hommes et 268 femmes représentant presque 30% à travers ses différentes activités. Sept assemblées générales réunissant au total 290 participants dont 156 hommes et 134 femmes (représentant 46%), ont été organisées dans 7 quartiers de Kiliba, à l'issue desquelles 16 facilitateurs dont 50% femmes et 50% ont été sélectionnés pour mettre en place et animer des groupes socio-thérapeutiques dans les quartiers ciblés par le projet pilote et de 40 bénéficiaires du projet pilote dont 12 femmes représentant 30%.

1.2 Défis et mesures de mitigation

1.2.1 Défis principaux rencontrés

- Plusieurs idées divergentes émises par les institutions étatiques et les acteurs de la consolidation de la paix sur le « comment » développer l'approche DDR-C, ont retardé l'atelier d'évaluation des processus antérieurs DDR-C. Le retard lié à cette activité qui devait déclencher plusieurs autres actions importantes a fait des répercussions sur tout le processus.
- Contexte sécuritaire volatile sur la zone du projet : les combats entre les groupes armés se sont intensifiés entre les groupes armés d'une part et entre les FARDC et les groupes armés d'une autre part. Ceci a empêché les rencontres communautaires et la mobilité des équipes sur terrain. -
- L'insécurité causée par des violences armées et qui a bloqué l'accès à certaines localités,
- Contestation des animateurs du P-DDRCS au niveau national par les acteurs de la société civile du Sud-Kivu.

1.2.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
Difficulté de mettre en place la coordination des intervenants dans le domaine du DDR du fait qu'il y a plus des questions de positionnement et une sorte de compétition entre les organisations	Un exercice de rapprochement entre intervenant a été réalisé : les réunions des acteurs œuvrant dans la consolidation de la paix ont été relancé entre principalement Alert, SFCG et Interpeace. SSU et les ministères du Plan et de l'intérieur se sont impliqués activement dans la préparation des activités visant la coordination efficace entre les acteurs.

intervenantes dans ce secteur que le souci de complémentarité	Des rencontres ont été organisées avec les équipes de la MONUSCO pour discuter de la bonne manière de collaborer pour une meilleure mise en œuvre des actions de paix et de sécurité. Deux ateliers d'échange d'expériences sur le DDR-C avaient organisés notamment l'atelier de réflexion sur le P-DDRCS tenu à Bukavu en décembre 2021 ayant servi de point de départ pour le lancement du processus de validation du document de stratégie provinciale, d'harmonisation entre les différents acteurs intervenant dans ce secteur et la collecte des orientations stratégiques des différentes parties prenantes au P-DDRCS. Aussi l'atelier de réflexion stratégique organisé en avril 2022 qui a conduit à la mise en place du Cadre de Concertation pour la Paix et d'Appui au Programme (CCPAP) et les grandes lignes du processus d'élaboration du Plan Opérationnel Provincial du P-DDRCS ont été définies par toutes les parties prenantes.
Faible engagement des autorités provinciales à la suite de l'instabilité des autorités politiques du gouvernement provincial. Déjà dans moins de trois mois de son investiture, le 2^{ème} gouvernement installé au second semestre de l'année 2021 fut réputé démissionnaire suite à une motion de censure votée par l'assemblée provinciale le 2 décembre 2021 précédées par deux autres motions.	Chaque fois qu'il y a changement du gouvernement provincial, nous organisons des rencontres d'information des nouveaux ministres sur le projet et solliciter leur engagement. L'implication de services techniques comme les Experts des secrétariats généraux au national et les experts des divisions au niveau et d'autres techniciens accrédités au niveau des chefferies et secteurs était toujours mis à contribution comme stratégie de mitigation. Cela a permis de prévenir la disparition des données, de la philosophie d'intervention, l'encadrement des structures de continuité des actions après le projet et de l'ensemble des outils produit par le projet lors d'une éventuelle mutation des acteurs politiques à différents niveaux.
Contexte sécuritaire volatile sur la zone du projet : les combats entre les groupes armés se sont intensifiés entre les groupes armés d'une part et entre les FARDC et les groupes armés d'une autre part. Ceci a empêché les rencontres communautaires et la mobilité des équipes sur terrain.	Le projet a travaillé avec les membres du Comité de Suivi du cessez-le feu qui sont sur terrain pour conduire certaines consultations, pour collecter les données de la cartographie des groupes armés et pour mener des sensibilisations des groupes armés. Renforcer aussi notre collaboration avec les autorités policières et militaires sur le terrain pour assurer notre transparence et notre sécurité humaine sur le terrain.

1.2.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

Un atelier de revue de la mise en œuvre des activités a été organisé à Bukavu au mois de novembre 2021 entre les trois membres de notre consortium et un réalignement du budget et des activités a été fait. Un plan de travail réaménagé et mis en œuvre. Seules les activités du projet pilote ont continué avaient dû continuer jusqu'à fin avril 2022.

2.1 Contexte et engagement politique

2.1.1 Contexte

La situation sécuritaire qui a entouré la période de mise en œuvre du projet a été très volatile au cours du premier semestre 2022. Les affrontements se sont multipliés, mais aussi beaucoup d'autres incidents sécuritaires et du genre kidnapping sur la route nationale 5. Au cours de la période, beaucoup de cas d'infiltration des groupes étrangers ont été enregistrés, occasionnant même des affrontements de troupes étrangers sur le sol congolais.

Au regard de la recrudescence d'incidents au cours de cette période, de la nature même des incidents qui se sont produits et des alliances des groupes armés actifs dans la zone du projet, il a été constaté que beaucoup de groupes armés sont en train de se détourner de leurs objectifs traditionnels de protections de leurs communautés pour se donner à des activités ignobles. Ainsi on peut donc les classer en trois catégories dont ceux-là qui assimilable aux groupes des bandits armés à la quête d'argent, un autre groupe des mai-mai en connivence avec les groupes étrangers qui leur facilite la traversée et la guidance, ce qui prend une dimension régionale, et enfin une autre catégorie des groupes armés restés fidèles à leur mission de défense de leurs communautés. Par conséquent le programme DDRCS devrait envisager des actions spécifiques selon les catégories des groupes armés. Cette situation se poursuit au cours de cette année 2022 malgré les efforts de la mise en œuvre effective du P-DDRCS au cours de cette année par l'organisation du forum régional d'Uvira en mars 2022 mettant autour de tables quelques autorités provinciales du Burundi, l'exécutif provincial du Sud-Kivu et la Coordination nationale du P-DDRCS, année au cours de laquelle on a enregistré une intensification des cas de violences et de protection enregistrés çà et là, mais aussi des affrontements opposant des forces étrangères sur le sol congolais dans les hauts et moyens plateaux.

2.1.2 Engagement politique

Les efforts de plaidoyer qui avaient conduit à l'obtention de la disponibilité de la coordination nationale P-DDRCS pour l'organisation de l'atelier de réflexion stratégique en avril 2022 à Bukavu, se sont poursuivis jusqu'à la mise en place du Cadre de Concertation pour la Paix et d'Appui au Programme (CCPAP) et la définition de grandes lignes du processus d'élaboration du Plan Opérationnel Provincial du P-DDRCS par toutes les parties prenantes.

Nos actions de plaidoyer ont été orientées par l'évolution des enjeux politiques, notamment le remaniement du gouvernement provincial et le débat à l'assemblée provinciale sur le remplacement du gouverneur de province.

Plusieurs réunions ont été organisées avec la Coordination du P-DDRCS pour présenter le projet et discuter des opportunités de collaboration. Trois séances de travail avec les experts du P-DDRCS ont abouti à la planification d'un atelier conjointe à Bukavu, qui a servi de cadre de présentation du programme DDRCS aux acteurs du Sud-Kivu, et pour le consortium Mchango wetu kwa amani la priorité était portée sur la présentation des différentes expériences des acteurs de terrain, le partage de : la cartographie des GA, du draft de la stratégie provinciale DDRCS tenant compte de la dimension genre et des perspectives pour des activités plotes de réinsertion de 40 jeunes de Kiliba à travers une approche PPP.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Au cours de ce semestre, des réunions de coordinations se sont poursuivies dans la normale. Deux réunions inter consortium et deux réunions organisées par l'unité de suivi et évaluation SSU pour l'analyse des données ou feedback aux rapports des partenaires. L'équipe du projet a participé également à trois réunions de coordination organisées par LPI et a une réunion organisée par le forum des ONGI. L'atelier de Bukavu en décembre avait également pris la forme d'un processus de coordination dans sa préparation et dans sa réalisation. Au vu des résultats issus des forums de Bukavu et de Goma, il ressort que la Société Civile Congolaise à travers son Cadre de Concertation nationale constitue un acteur qu'il faut prendre sérieusement en compte dans la suite de ce processus.	Monusco/SSU, Chef de Bureau de la Monusco SK et Maniema, ZOA et Cordaid

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

66 personnes dont les bénéficiaires directs des AGR, les membres du comité local de suivi, les autorités locales ont été formés sur la gestion des AGR.

Renforcement des capacités savonnerie en faveur des bénéficiaires du projet pilote.

Renforcement permanent des capacités d'une équipe de 20 enquêteurs et superviseurs sur la collecte des données de qualité et questions d'éthique dans les enquêtes. A force de travailler dans le contexte de conflit, ces enquêteurs sont devenus eux-mêmes des activistes de la paix.

3.4. Intégration de l'approche genre dans le projet

Dans quelle mesure l'approche genre a été mise en œuvre dans votre projet ? Comment votre projet a contribué à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité ? (1/2 page max)

Au cours du premier semestre 2022, le projet a touché 952 personnes dont 684 hommes et 268 femmes représentant presque 30% à travers ses différentes activités. Sept assemblées générales réunissant au total 290 participants dont 156 hommes et 134 femmes (représentant 46%), ont été organisées dans 7 quartiers de Kiliba, à l'issue desquelles 16 facilitateurs dont 50% femmes et 50% ont été sélectionnés pour mettre en place et animer des groupes socio-thérapeutiques dans les quartiers ciblés par le projet pilote et de 40 bénéficiaires du projet pilote dont 12 femmes représentant 30%.

3.5. Leçons apprises

1) Approche et méthodologie du projet.

L'approche participative impliquant toutes les parties prenantes (autorités locales, bénéficiaires directs, membres des mécanismes de gestion) dans toutes les étapes du projet pilote a permis l'appropriation des actions de ce projet par les acteurs locaux et a contribué efficacement à la réinsertion communautaire et à la durabilité des actions. A titre illustratif, lors du dialogue social Dialogue social sur le vivre-ensemble et la cohésion sociale entre les démobilisés, les autorités locales et les membres des communautés dans la cité de Kiliba tenue à Kiliba du 18 au 19 Février 2022, toutes ces parties prenantes ont signé un acte d'engagement pour la mise en œuvre des actions issues du processus du dialogue sans attendre forcément l'appui financier du projet.

2) Choix des personnes à consulter et choix des bénéficiaires du projet de réinsertion.

Le choix des bénéficiaires intégrant non seulement les démobilisés, mais aussi d'autres victimes des conflits contribue non seulement à la réinsertion communautaire des bénéficiaires mais aussi au processus de réconciliation entre les démobilisés et leurs communautés dans un processus de dialogue. Le cas illustratif est celui des groupes de sociothérapie composés à la fois des bénéficiaires directs du projet-pilote et d'autres membres de la communauté (Certains conflits ont été discutés dans ces groupes et y ont trouvé des solutions, sinon un début de solution). Tel est l'exemple décrit dans cette histoire de succès de Madame Fortune Bitisho qui a déclaré qu'après avoir suivi la formation des facilitateurs des groupes de sociothérapie pendant dix jours et participé à différents échanges dans le dialogue, spécialement le thème sur « le Vivre-ensemble » et la cohésion sociale entre les parties prenantes elle a pu pardonner son oncle qu'elle soupçonnait avoir tué son père.

3) Processus d'identification des projets de réinsertion des combattants.

Les différentes consultations menées dans le cadre du projet Mchango Wetu Kwa Amani, notamment dans la sélection de la zone, l'identification des bénéficiaires qui soit participative et inclusive, l'identification et la sélection des Activités Génératrices des Revenus (AGR) à travers l'étude du marché ont permis de développer ou de mettre en place des activités de réinsertion des combattants qui touchent les besoins réels aussi bien des combattants que d'autres membres de la communauté. Ceci reste une condition sine qua non pour la réussite d'un projet de réinsertion des combattants.

4) Partenariat pour la conception et la mise en œuvre du projet.

Le besoin de réinsertion étant holistique, il nécessite la conclusion d'un partenariat avec d'autres organisations avec expertise dans différents autres domaines étant entendu que les besoins à couvrir sont légion. Illustration : A côté de l'expérience de APC dans le domaine de transformation des conflits et de relèvement économique dans lesquels ont été inscrites les actions du projet-pilote, il est important d'interagir avec des organisations dédiées dans le domaine, par exemple, de l'agriculture dans lequel s'inscrit l'une des AGR appuyées par le projet-pilote, à savoir les activités rizicoles partant de la production à la vente des produits en passant par la transformation. Le partenariat avec les institutions de l'Etat (voir autorités locales), les représentants des bénéficiaires directs du projet-pilote et les structures de gestions des AGR a contribué de manière significative à l'atteinte des résultats du projet. Le partenariat noué entre APC et la Coopérative Communautaire Tujenge Amani de Kilba avec un contrat de collaboration signé entre les parties en est une illustration.

5) Autres.

- En rapport avec l'approche sociothérapie: Dans un contexte des conflits armés qui ont duré des décennies, les démobilisés comme les membres de la communauté qui sont victimes de ces conflits sont d'une manière ou d'une autre traumatisés. Cet état de traumatisme est souvent à la base des réactions violentes au risque de perpétuer le cycle de violences dans le milieu. La sociothérapie est un outil qui permet la restauration de la confiance en soi et envers les autres. Cette dernière demeure une condition sine qua non de la réussite des actions de réinsertion économique et de la réconciliation entre les démobilisés et les autres membres de la communauté. A titre illustratif, Madame Matumaini Kadudu, cheffe de Cité de Kiliba témoigne : « *Actuellement on vit un grand changement sur le plan inter relationnel entre les démobilisés, nous autorités locales et membres des communautés. c'est grâce aux différentes activités de ce projet, notamment la sociothérapie qui a aussi contribué aux changements des comportements et attitudes des démobilisés de Kiliba* ».
- En plus des acteurs publics (politiques), les activités d'engagement politique devraient protéger une attention particulière aux acteurs sociaux preneurs ou détenteurs des décisions et influences. Une collaboration avec d'autres projets et avec l'équipe SSU pour le plaidoyer semble nécessaire.
- Le programme devra maintenir une matrice permanente d'analyse de certains acteurs connecteurs ou pyromanes et chaque fois, ajuster les actions politiques à orienter vers ces différentes catégories suivant l'évolution du contexte et de leurs positions.
- Les femmes peuvent accompagner efficacement un programme DDR-C à condition qu'elles reçoivent un renforcement des capacités et une construction de leur leadership transformationnel.
- Il se pose un grand défi dans la meilleure manière de justifier certains frais engagés pour la mobilisation des acteurs politiques et certains pyromanes. Tellement le degré de méfiance et des suspicions sont importants, il est difficile d'accéder soient à leurs identités, leurs signatures pour certains frais en leur faveur. Une formation qui déboucherait des engagements de commun accord sur les outils à faire valoir dans certaines circonstances serait une bonne façon de faciliter aux membres du consortium leurs activités sur le terrain.

- Il n'est toujours pas facile d'obtenir la disponibilité des autorités à cause de leurs multiples occupations et pour de raisons diverses. Il est donc nécessaire d'anticiper les planifications et de planifier avec ces autorités.
- Pour mieux travailler dans les zones instables, il est important d'actualiser le contexte et d'analyser régulièrement les risques sécuritaires.
- Les membres des communautés n'ont plus confiance aux résolutions qui sortent des dialogues externes auxquels ils n'ont pas participé, mais souhaiteraient que tous les dialogues de paix s'organisent dans leur milieu naturel pour donner libre accès à tous.
- Le dialogue montre, de plus en plus de limites. il est nécessaire de l'accompagner par des activités socio-économiques, dividendes de paix, qui participent au rapprochement et a la cohésion sociale
- La sensibilisation en comité hétéro-ethnique ou mixte. Ainsi la composition du comité de suivi demeure un bon exemple, car constitué de toutes les communautés et réalise des activités de sensibilisation, médiation et plaidoyer ensemble.
- Le fait que les membres du Comité de suivi du cessez-le-feu qui eux-mêmes sont des membres des groupes armés, sensibilisent les autres d'arrêter les hostilités et soutenir processus de paix en adhérant à l'accord de cessez-le-feu, bien que certains membres de leurs communautés les haïssent pour cette même cause en les traitant des lâches, est un bon modèle car d'après la méthode de la recherche action participative, le changement doit commencer par soi. On ne peut pas prétendre faire changer quelqu'un tant que soi-même on n'est pas convaincu de ce qu'on prêche.
- Tous les membres des communautés sont affectés d'une manière ou d'une autre par les conflits, au point que si l'on devrait faire un dépistage psychique systématique, plus de 75% en sortirait positif.
- Dans notre stratégie d'engagement politique et pour la durabilité des acquis des résultats de ce projet, le consortium a besoin d'associer plus activement (que par le passé), des experts des secrétariats généraux au niveau de Kinshasa, des experts des divisions et des ETD au niveau provincial et local. Cela permet de (prévenir) la conservation des données, de la philosophie d'intervention, l'encadrement des structures de continuité des actions après le projet et de l'ensemble des outils produit par celui-ci lors d'une éventuelle mutation des acteurs politiques à différents niveaux.

3.6. Etudes réalisées

Collecte des données pour mesure les effets de la psychothérapie et des ARG auprès de bénéficiaires du projet pilote.

Les consultations pour l'élaboration du document de la stratégie provinciale du P-DDRCS

Etude du marché à Kiliba pour préparer la réinsertion socio-économique des bénéficiaires

3.7. Révisions de projet

A la lumière des résultats de l'atelier sur la revue de la mise en œuvre tenu à Bukavu en décembre 2021, il était ressorti un retard dans la mise en œuvre par rapport à la date de fin projet prévue en avril 2022. A l'issue de cet exercice, et considérant l'impossibilité de négocier une extension sans coût

hors délai, le consortium Mchango wetu kwa amani s'était convenu réaliser toutes les activités restantes au plus tard au mois d'avril 2022 en respect au protocole d'accord.

3.8. Illustration narrative spécifique (optionnelle)

L'expérience de l'approche de la sociothérapie s'est avérée efficace dans la consolidation de la paix. Cette approche a révélé que la longue durée et les affres des conflits vécus dans la zone, tout le monde est affecté d'une manière ou d'une autre et nécessite par conséquent passer par la sociothérapie. Celle-ci « consiste en l'utilisation réfléchie des relations humaines d'un individu afin de réduire ses troubles affectifs et comportementaux ». Conscient que les ex combattants ont des problèmes spécifiques, le projet a utilisé un groupe des personnes formées qui continue à accompagner le groupe cible dans des exercices continus d'intégration communautaire. L'objectif est que ces ex combattants et les jeunes à risque s'acceptent et acceptent les autres en adoptant des mécanismes de résilience et de vivre-ensemble.

4. Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSS.

4.4. Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				

TOTAL	

4.5. Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSS (STAREC et UAS).

5. ANNEXES – Voir documents en annexe

- Budget actualisé
- Plan de travail actualisé
- Cadre logique actualisé

